

L'immigration, priorité de LR pour les élections européennes

Par Laurent de Boissieu, le 16/3/2019 à 02h37

Le conseil national du parti Les Républicains a adopté, samedi 16 mars, son projet pour les élections européennes du 26 mai, avec l'ambition de ne pas réduire le scrutin à une alternative entre le centre macroniste et l'extrême droite lepéniste.



Une hirondelle ne fait pas le printemps. Il n'empêche, les cadres des Républicains réunis à Lyon, samedi 16 mars 2019, semblaient retrouver l'espoir de « *créer la surprise* » aux élections européennes du 26 mai. Symboliquement, Laurent Wauquiez

est arrivé accompagné d'un allié, l'ancien ministre Hervé Morin, président du parti de centre droit Les Centristes.

Dans les sondages, la droite est dans une position intermédiaire, entre 10 et 15 % des intentions de vote. Certes, encore loin des deux forces qui dépassent 20 % : la majorité macroniste et le Rassemblement national. « *Le choix n'est pas entre l'impuissance du déni et l'inefficacité de la colère* », a martelé la tête de liste, François-Xavier Bellamy.

« *Nous sommes la troisième voie* », a renchéri Jean Leonetti, président du conseil national LR. Même volonté chez Laurent Wauquiez, président de LR, de ne pas réduire le scrutin à « *deux impasses* ». D'un côté, Emmanuel Macron, « *une fuite en avant dans l'Europe qui ne fonctionne pas : plus d'élargissement, de normes, de bureaucratie* ». De l'autre, Marine Le Pen, « *la déconstruction de l'Europe* ».

Pas de grand soir institutionnel

Les conseils nationaux ont adopté le projet intitulé « pour la France : transformer l'Europe ». L'exercice n'a jamais été facile à droite, héritière de familles idéologiques profondément divisées sur l'Europe, du souverainisme des gaullistes au fédéralisme des démocrates-chrétiens.

« *Pour sauver l'Europe, il faut la changer* », avance, sous les ovations, François-Xavier Bellamy, bien que LR soit – avec le PS – coresponsable de l'actuelle Union européenne. De fait, les propositions institutionnelles sont rares et reléguées dans les dernières pages du texte.

Première mesure concrète, au-delà des formules imprécises sur les compétences de la Commission européenne : lui retirer son monopole d'initiative législative, en le confiant au Conseil et au Parlement européen.

Seconde idée : soumettre automatiquement au Parlement européen, sans le filtre de la Commission européenne, les pétitions signées par un million de citoyens européens venant d'au moins 25 % des États membres. Une façon, aussi, de répondre au désir de démocratie directe et participative des « gilets jaunes ».

À lire : La CDU prend ses distances avec l'Europe selon Macron

L'immigration en tête du projet

C'est donc davantage les politiques européennes que le cadre institutionnel qu'il s'agit de changer. En affichant une priorité : l'immigration, avec la reprise des programmes présidentiels de Nicolas Sarkozy ou François Fillon.

Tout d'abord, « *pérenniser le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures, tant que les frontières extérieures de l'Union européenne ne nous protègent pas efficacement des flux migratoires incontrôlés* ».

Ensuite, traiter les demandes d'asile « *en dehors de nos frontières* », au sein de « *centres internationaux d'études de l'asile (rives Sud de la Méditerranée, Proche-Orient)* », et « *ramener systématiquement les bateaux de migrants sur les côtes* ».

africaines ».

Enfin, conditionner l'accès aux prestations sociales (minima sociaux, accès aux logements sociaux et allocations familiales) pour les étrangers extra-UE à « trois années de cotisation préalables ».

À lire : Quelle politique migratoire pour l'UE ?

Questions civilisationnelles

Au-delà des problèmes migratoires et économiques, le projet LR se démarque par une insistance sur les questions civilisationnelles. À commencer par l'inscription, dans les traités européens et dans « *une nouvelle charte européenne des valeurs et des devoirs* », des « *racines judéo-chrétiennes de l'Europe, ainsi que l'héritage gréco-romain et celui des Lumières* ».

Autre proposition : « *Lancer une initiative juridique européenne pour protéger la dignité humaine, en interdisant la gestion pour autrui (GPA) et en luttant contre la marchandisation du corps humain et le trafic d'organe.* »

Selon Laurent Wauquiez, l'enjeu de ces élections européennes est en effet de « *redonner un avenir et retrouver l'amour de notre civilisation européenne* ». Agrégé de philosophie, François-Xavier Bellamy s'inquiète d'ailleurs de la « *crise d'une civilisation qui se cherche et qui ne sait plus vraiment se dire* ». Son ambition : écrire « *une nouvelle page de l'histoire de la droite au service d'une nouvelle page de l'histoire de la France et de l'Europe.* »

François-Xavier Bellamy, la tentation politique

Laurent de Boissieu